



3RD SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

3^e SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 10

Projet de loi 10

**An Act to protect
Children involved in Prostitution**

**Loi visant à protéger les enfants
qui se livrent à la prostitution**

Mr. Bartolucci

M. Bartolucci

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 26, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 26 avril 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to protect children under 18 who are involved in prostitution. The Bill gives police officers the power, with a warrant, to apprehend a child involved in prostitution and return the child to his or her family or to place the child in protective safe house. The police officer may also apprehend a child without a warrant where the child's life or safety is seriously and imminently endangered.

If a child is brought to a protective safe house under this Act, a child protection worker shall be responsible for the child and for determining whether to return the child to his or her parent, to a person who had care and control of the child before the child was apprehended or to another adult who is capable of providing for the child's needs. The child protection worker may also decide to apply to Court for an order under section 57 of the *Child and Family Services Act* (supervision order, society wardship order, Crown wardship order or consecutive orders of society wardship and supervision).

The Bill would allow a child, his or her parent or a child protection worker to apply to Court for a restraining order against a person who has abused the child or who has encouraged the child or is likely to encourage the child to engage in prostitution.

The Bill makes it an offence for a person to encourage a child to engage in prostitution. The penalty for the offence is a fine of up to \$25,000, imprisonment of up to 24 months or both a fine and imprisonment.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de protéger les enfants de moins de 18 ans qui se livrent à la prostitution. Il donne à l'agent de police muni d'un mandat le pouvoir d'appréhender un tel enfant et de le rendre à sa famille ou de le placer dans un foyer d'hébergement sûr. L'agent de police peut également appréhender sans mandat l'enfant qui est sur le point de courir un grave danger pour sa sécurité ou sa vie.

Si un enfant est conduit à un foyer d'hébergement sûr aux termes de la Loi, il incombe à un préposé à la protection de l'enfance de se charger de lui et d'établir s'il devrait le rendre à son père ou à sa mère, à une personne qui en prenait soin et l'avait sous sa surveillance avant son appréhension ou à un autre adulte qui est en mesure de subvenir à ses besoins. Le préposé peut également décider de demander au tribunal de rendre une ordonnance prévue à l'article 57 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* (ordonnance de surveillance, ordonnance de tutelle par la société, ordonnance de tutelle par la Couronne ou ordonnances consécutives à la tutelle par la Société et à la surveillance).

Le projet de loi permet à l'enfant, à son père ou à sa mère ou encore au préposé à la protection de l'enfance de demander au tribunal de rendre une ordonnance de ne pas faire à l'encontre de quiconque a infligé des mauvais traitements à l'enfant ou l'a encouragé ou l'encouragera vraisemblablement à se livrer à la prostitution.

Aux termes du projet de loi, le fait d'encourager un enfant à se livrer à la prostitution constitue une infraction punissable d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 24 mois, ou d'une seule de ces peines.

**An Act to protect
Children involved in Prostitution**

**Loi visant à protéger les enfants
qui se livrent à la prostitution**

CONTENTS

	Sections
Definitions	1
Application for warrant to apprehend	2
Warrant obtained by telephone, etc.	3
Apprehension of child without warrant	4
Notice of apprehension to child protection worker	5
Confinement in protective safe house	6
Duties of child protection worker	7
Notice to parent	8
Application for restraining order	9
Programs	10
Designation of protective safe houses	11
Regulations	12
Offence	13
Conflict	14
Commencement	15
Short title	16

SOMMAIRE

	Articles
Définitions	1
Demande de mandat d'amener	2
Mandat obtenu par téléphone ou par un autre moyen	3
Appréhension de l'enfant sans mandat	4
Remise de l'avis d'appréhension au préposé à la protection de l'enfance	5
Détention dans un foyer d'hébergement sûr	6
Devoirs du préposé à la protection de l'enfance	7
Notification du père ou de la mère	8
Requête en vue d'obtenir une ordonnance de ne pas faire	9
Programmes	10
Désignation de foyers d'hébergement sûrs	11
Règlements	12
Infraction	13
Incompatibilité	14
Entrée en vigueur	15
Titre abrégé	16

Preamble

The people of Ontario believe that,

- (a) the safety, security and well being of children and families is a paramount concern for all residents of Ontario;
- (b) children engaged in prostitution are victims of sexual abuse and require protection;
- (c) it is the responsibility of families and communities to provide that protection;
- (d) it is the duty of the Province to assist families and communities in providing that protection; and
- (e) legislation is required to ensure the safety of all children and to assist children in ending their involvement with prostitution.

La population de l'Ontario reconnaît ce qui suit : Préambule

- a) la sécurité et le bien-être des enfants et des familles sont d'une importance primordiale;
- b) les enfants qui se livrent à la prostitution sont victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel et ont besoin de protection;
- c) cette protection incombe aux familles et aux collectivités;
- d) il appartient à la province d'aider les familles et les collectivités à assurer cette protection;
- e) des mesures législatives s'imposent pour assurer la sécurité de tous les enfants et aider les enfants à se sortir de la prostitution.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. (1) In this Act,

“child” means a person under the age of 18 years; (“enfant”)

“child protection worker” means a child protection worker within the meaning of Part III of the *Child and Family Services Act*; (“préposé à la protection de l'enfance”)

“Court” means the Ontario Court (Provincial Division) or the Unified Family Court; (“tribunal”)

“judge” means a judge of the Ontario Court (Provincial Division) or of the Unified Family Court; (“juge”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“parent” means parent as defined in subsection 37 (1) of the *Child and Family Services Act*; (“père ou mère”)

“police officer” means a police officer as defined in section 2 of the *Police Services Act* and includes a member of the Royal Canadian Mounted Police; (“agent de police”)

“protective safe house” means premises designated as a protective safe house by the Minister. (“foyer d'hébergement sûr”)

Child in need of protection

(2) For the purposes of this Act, a child is in need of protection if the child is engaging in prostitution or attempting to engage in prostitution.

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent de police» Agent de police au sens de l'article 2 de la *Loi sur les services policiers* et, en outre, membre de la Gendarmerie royale du Canada. («police officer»)

«enfant» Personne de moins de 18 ans. («child»)

«foyer d'hébergement sûr» Lieu désigné comme tel par le ministre. («protective safe house»)

«juge» Juge de la Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou de la Cour unifiée de la famille. («judge»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

«père ou mère» S'entend au sens du paragraphe 37 (1) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. («parent»)

«préposé à la protection de l'enfance» S'entend au sens de la partie III de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. («child protection worker»)

«tribunal» La Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou la Cour unifiée de la famille. («Court»)

Définitions

(2) Pour l'application de la présente loi, un enfant a besoin de protection s'il se livre à la prostitution ou tente de le faire.

Enfant qui a besoin de protection

Application for warrant to apprehend

2. (1) If a police officer has reasonable and probable grounds to believe that a person is a child and is in need of protection, the police officer may apply to a Court for a warrant under subsection (2).

2. (1) L'agent de police qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne est un enfant et a besoin de protection peut demander au tribunal de lui décerner le mandat prévu au paragraphe (2).

Demande de mandat d'amener

Warrant

(2) If a judge believes on reasonable and probable grounds that a person is a child and is in need of protection, the judge may issue a warrant,

(2) Le juge qui croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, qu'une personne est un enfant et a besoin de protection peut décerner un mandat :

Mandat

(a) authorizing the police officer to apprehend the child;

a) autorisant l'agent de police à appréhender l'enfant;

(b) authorizing the police officer to,

b) autorisant l'agent de police :

(i) return the child to the child's parent or to an adult who in the opinion of the police officer is a responsible adult and who has care and control of the child, or

(i) soit à rendre l'enfant à son père ou à sa mère ou à un adulte qui, de l'avis de l'agent, est un adulte responsable qui en prend soin et qui l'a sous sa surveillance,

(ii) convey the child to a protective safe house; and

(ii) soit à conduire l'enfant à un foyer d'hébergement sûr;

(c) if the judge is satisfied that the child may be found in a place or premises, authorizing the police officer to enter, by force if necessary, the place or premises to search for and apprehend the child.

c) si le juge est convaincu que l'enfant risque de se trouver dans un lieu ou dans des locaux, autorisant l'agent de police à pénétrer dans ce lieu ou dans ces locaux, par la force au besoin, à y rechercher l'enfant et à l'appréhender.

Warrant obtained by telephone, etc.

3. (1) If, in the opinion of the police officer, it would be impracticable to appear personally before a judge to apply for a warrant under section 2, the police officer may apply to a judge for a warrant by telephone or other means of telecommunication.

3. (1) Lorsque, à son avis, il serait impossible de comparaître en personne devant un juge pour demander le mandat prévu à l'article 2, l'agent de police peut s'adresser à un juge par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication.

Mandat obtenu par téléphone ou par un autre moyen

Information given upon oath

(2) The information on which an application for a warrant by telephone or other means of telecommunication is based shall be given on oath.

(2) La dénonciation sur laquelle se fonde la demande de mandat par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication se fait sous serment.

Dénonciation faite sous serment

Same

(3) For the purposes of subsection (2), an oath may be administered by telephone or other means of telecommunication.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), il peut être prêté serment par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication.

Idem

Record of information

(4) The information shall be recorded word for word by the judge who, as soon as practicable, shall cause the record or a transcription of the record, certified by the judge as to time, date and contents, to be filed with the clerk of the Court.

(4) La dénonciation est consignée textuellement par le juge qui, dès que possible, fait déposer auprès du greffier du tribunal l'original ou une transcription de celui-ci. Le juge atteste les date, heure et contenu sur le document.

Consignation de la dénonciation

Content of information

(5) The information submitted by telephone or other means of telecommunication shall include,

(5) La dénonciation soumise par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication comprend les éléments suivants :

Contenu de la dénonciation

(a) a statement of the circumstances that make it impracticable for the police officer to appear personally before a judge;

a) l'exposé des circonstances qui font qu'il est impossible à l'agent de police de comparaître en personne devant un juge;

(b) the identity of the child, if known;

b) l'identité de l'enfant, si elle est connue;

(c) a statement setting out the police officer's grounds for believing that the person is a child and is in need of protection; and

c) l'énoncé des motifs qui amènent l'agent de police à croire que la personne est un enfant et a besoin de protection;

(d) a statement as to any known prior application for a warrant under this section or section 2 in respect of the same child.

d) l'indication des autres demandes de mandat qu'on sait avoir été présentées antérieurement en vertu du présent article ou de l'article 2 à l'égard du même enfant.

Warrant

(6) A judge may issue a warrant under this section if,

(6) Le juge peut décerner le mandat prévu au présent article si les conditions suivantes sont réunies :

Mandat

(a) the application made by telephone or other means of telecommunication,

a) la demande présentée par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication :

(i) is based on information that conforms to the requirements of subsection (5), and

(i) se fonde sur une dénonciation qui satisfait aux exigences du paragraphe (5),

(ii) discloses reasonable grounds for dispensing with personal appearance for the purpose of making an application under subsection (1); and

(ii) fait état de motifs raisonnables pour dispenser l'agent de police de comparaître en personne pour présenter une demande en vertu du paragraphe (1);

- (b) the judge believes on reasonable and probable grounds that a person is a child and is in need of protection.
- b) le juge croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la personne est un enfant et a besoin de protection.

Processing of warrant

(7) If a judge issues a warrant under the section,

(7) Si un juge décerne un mandat en vertu du présent article :

Traitement du mandat

- (a) the judge shall complete and sign the warrant, noting on its face the time, date and place at which it was made;
- a) le juge remplit et signe le mandat, en inscrivant au recto les date, heure et lieu où il est établi;
- (b) the police officer, on the direction of the judge, shall complete, in duplicate, a facsimile of the warrant, noting on its face the name of the judge who issued the warrant and the time, date and place at which it was made; and
- b) l'agent de police, sur les instructions du juge, remplit en double exemplaire un fac-similé du mandat, en inscrivant au recto le nom du juge qui l'a décerné ainsi que les date, heure et lieu où il est établi;
- (c) the judge shall, as soon as practicable after the warrant is issued, cause the warrant to be filed with the clerk of the Court.
- c) le juge, dès que possible après l'avoir décerné, fait déposer le mandat auprès du greffier du tribunal.

Same

(8) A warrant issued under this section may authorize a police officer to do anything he or she could be authorized to do by a warrant issued under section 2.

(8) Le mandat décerné en vertu du présent article peut autoriser l'agent de police à faire tout ce qu'un mandat décerné en vertu de l'article 2 pourrait l'autoriser à faire.

Idem

Validity of warrant

(9) A warrant issued under this section is valid even though the circumstances in which it was issued did not make it impracticable to appear personally before a judge to obtain a warrant under section 2.

(9) Le mandat décerné en vertu du présent article est valide même si les circonstances dans lesquelles il est décerné ne font pas en sorte qu'il est impossible de comparaître en personne devant un juge pour obtenir le mandat prévu à l'article 2.

Validité du mandat

Apprehension of child without warrant

4. (1) A police officer may, without a warrant, apprehend and convey a person to a protective safe house if the police officer has reasonable and probable grounds to believe that the person is a child and that the child's life or safety is seriously and imminently endangered because the child is engaging in prostitution or attempting to engage in prostitution.

4. (1) L'agent de police peut, sans mandat, appréhender une personne et la conduire à un foyer d'hébergement sûr s'il a des motifs raisonnables et probables de croire que la personne est un enfant qui, parce qu'il se livre à la prostitution ou tente de le faire, est sur le point de courir un grave danger pour sa sécurité ou sa vie.

Appréhension de l'enfant sans mandat

Entering premises without warrant

(2) If a police officer is acting under subsection (1) and has reasonable and probable grounds to believe that the child may be found in a place or premises, the police officer may, without a warrant and by force if necessary, enter that place or those premises and search for and apprehend the child.

(2) L'agent de police qui agit en vertu du paragraphe (1) et qui a des motifs raisonnables et probables de croire que l'enfant risque de se trouver dans un lieu ou dans des locaux peut, sans mandat et par la force au besoin, pénétrer dans ce lieu ou dans ces locaux, y rechercher l'enfant et l'appréhender.

Entrée sans mandat

Notice of apprehension to child protection worker

5. If a police officer apprehends a child under this Act, the police officer shall notify a child protection worker immediately that the child has been apprehended and inform the worker as to whether the child has been,

5. L'agent de police qui appréhende un enfant en vertu de la présente loi en avise immédiatement un préposé à la protection de l'enfance et l'informe si, selon le cas :

Remise de l'avis d'appréhension au préposé à la protection de l'enfance

- (a) returned to the child's parent or to an adult who has care and control of the child pursuant to a warrant obtained under section 2 or 3; or
- a) l'enfant a été rendu, en vertu d'un mandat obtenu aux termes de l'article 2 ou 3, à son père ou à sa mère ou à un adulte qui en prend soin et qui l'a sous sa surveillance;
- (b) conveyed to a protective safe house.
- b) l'enfant a été conduit à un foyer d'hébergement sûr.

Confinement
in protective
safe house

6. (1) If a police officer apprehends a child and conveys the child to a protective safe house under section 2, 3, or 4, the child protection worker who receives notice under section 5 may confine the child in the protective safe house for a period of up to three days and, at or before the end of the three-day period, shall,

- (a) return the child to the custody of the child's parent or to an adult who in the opinion of the child protection worker is a responsible adult who has care and control of the child;
- (b) release the child if in the opinion of the child protection worker the child is capable of providing for the child's own needs and safety; or
- (c) apply to court for an order in accordance with subsection (3).

Show cause
hearing

(2) If a child is apprehended without a warrant under section 4 and confined in a protective safe house under subsection (1), the child protection worker who received notice under section 5 shall appear before the Court within three days of the commencement of the confinement to show cause why the confinement was necessary.

Application
for order

(3) If a child is confined in a protective safe house under subsection (1) and the child protection worker has determined not to act under clause (1) (a) or (b), the child protection worker shall, within three days of the commencement of the confinement, apply to a judge for a supervision order, a society wardship order, a crown wardship order or consecutive order of society wardship and supervision under section 57 of the *Child and Family Services Act*.

Application
of *Child and
Family
Services Act*

(4) Sections 47 to 70 of the *Child and Family Services Act* apply with necessary modifications to an application for an order made under subsection (3) as though it were an application to determine whether a child is in need of protection under section 47 of the *Child and Family Services Act*.

Continued
confinement

(5) If an application is made under subsection (3), a child protection worker may continue to confine the child in the protective safe house until the application is finally determined.

Duties of
child
protection
worker

7. If a child is apprehended and conveyed to a protective safe house under this Act, the child protection worker who receives notice under section 5 shall have exclusive custody

6. (1) Si l'agent de police appréhende un enfant et le conduit à un foyer d'hébergement sûr en vertu de l'article 2, 3 ou 4, le préposé à la protection de l'enfance qui reçoit l'avis prévu à l'article 5 peut détenir l'enfant dans le foyer jusqu'à trois jours et, au plus tard à la fin de cette période, prend l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) il rend l'enfant à son père ou à sa mère ou à un adulte qui, à son avis, est un adulte responsable qui en prend soin et qui l'a sous sa surveillance;
- b) il laisse partir l'enfant si, à son avis, ce dernier est en mesure de subvenir à ses besoins et d'assurer sa sécurité;
- c) il demande au tribunal de rendre une ordonnance conformément au paragraphe (3).

(2) Si un enfant est appréhendé sans mandat en vertu de l'article 4 et est détenu dans un foyer d'hébergement sûr aux termes du paragraphe (1), le préposé à la protection de l'enfance qui a reçu l'avis prévu à l'article 5 comparait devant le tribunal dans les trois jours du début de la détention afin d'expliquer les raisons pour lesquelles cette détention est nécessaire.

(3) Si un enfant est détenu dans un foyer d'hébergement sûr aux termes du paragraphe (1) et que le préposé à la protection de l'enfance a décidé de ne pas agir aux termes de l'alinéa (1) a) ou b), celui-ci, dans les trois jours du début de la détention, présente une requête à un juge en vertu de l'article 57 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* en vue d'obtenir une ordonnance de surveillance, une ordonnance de tutelle par la société, une ordonnance de tutelle par la Couronne ou des ordonnances consécutives à la tutelle par la Société et à la surveillance.

(4) Les articles 47 à 70 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la requête présentée aux termes du paragraphe (3) en vue d'obtenir une ordonnance comme s'il s'agissait d'une requête visant à déterminer si un enfant a besoin de protection aux termes de l'article 47 de cette loi.

(5) Le préposé à la protection de l'enfance qui présente une requête aux termes du paragraphe (3) peut continuer de détenir l'enfant dans le foyer d'hébergement sûr jusqu'à ce qu'il soit statué sur la requête.

7. Si un enfant est appréhendé et conduit à un foyer d'hébergement sûr en vertu de la présente loi, le préposé à la protection de l'enfance qui reçoit l'avis prévu à l'article 5 a la

Détention
dans un
foyer d'hé-
bergement
sûr

Audience de
justification

Requête en
vue d'obtenir
une
ordonnance

Application
de la *Loi sur
les services à
l'enfance et
à la famille*

Détention
continue

Devoirs du
préposé à la
protection de
l'enfance

of the child and be responsible for the child's care, maintenance and well being while the child is confined in the protective safe house.

garde exclusive de l'enfant et est chargé de ses soins, de son entretien et de son bien-être pendant sa détention.

Notice to parents

8. (1) A child protection worker who receives notice under section 5 shall immediately give notice that the child has been apprehended to the child's parents and inform the parents of the child protection worker's intention, where applicable, to confine the child in a protective safe house in accordance with subsection 6 (1) and to apply for an order in accordance with subsection 6 (3).

8. (1) Le préposé à la protection de l'enfance qui reçoit l'avis prévu à l'article 5 avise immédiatement le père ou la mère de l'enfant que celui-ci a été appréhendé et l'informe qu'il a l'intention, le cas échéant, de détenir l'enfant dans un foyer d'hébergement sûr conformément au paragraphe 6 (1) et de demander une ordonnance conformément au paragraphe 6 (3).

Notification du père ou de la mère

Same

(2) Notice under this section may be by any method and may be oral or in writing.

(2) L'avis prévu au présent article peut être donné par n'importe quel moyen, verbalement ou par écrit.

Idem

Validity of application

(3) The validity of an application under subsection 6 (3) is not affected by the failure of the child protection worker, after reasonable effort, to give notice in accordance with this section.

(3) La requête présentée aux termes du paragraphe 6 (3) est valide même si le préposé à la protection de l'enfance, après avoir fait des efforts raisonnables, n'a pas donné l'avis prévu au présent article.

Validité de la requête

Application for restraining order

9. (1) If a child is confined in a protective safe house, a child protection worker may apply to a judge for an order under subsection (3).

9. (1) Si un enfant est détenu dans un foyer d'hébergement sûr, le préposé à la protection de l'enfance peut demander par requête à un juge de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (3).

Requête en vue d'obtenir une ordonnance de ne pas faire

Same

(2) A child who is participating voluntarily in a program to assist the child in ending involvement in prostitution or the child's parent may apply to a judge for an order under subsection (3).

(2) L'enfant qui participe volontairement à un programme visant à l'aider à se sortir de la prostitution ou son père ou sa mère peut demander par requête à un juge de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (3).

Idem

Order

(3) A judge may issue an order restraining a person from contacting a child referred to in subsection (1) or (2) or from associating in any way with that child if the judge has reasonable and probable grounds to believe that the person,

(3) Un juge peut rendre une ordonnance pour empêcher une personne d'avoir des contacts avec un enfant visé au paragraphe (1) ou (2) ou d'avoir quelque autre rapport que ce soit avec lui s'il a des motifs raisonnables et probables de croire que la personne :

Ordonnance

- (a) has physically or emotionally injured or sexually abused or is likely to physically or emotionally injure or sexually abuse the child; or
- (b) has encouraged or is likely to encourage the child to engage in prostitution.

- a) soit a causé des dommages corporels ou moraux à l'enfant ou lui a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel, ou le fera vraisemblablement;
- b) soit a encouragé ou encouragera vraisemblablement l'enfant à se livrer à la prostitution.

Programs

10. The Minister shall establish such programs as are necessary to assist children in ending their involvement in prostitution.

10. Le ministre crée les programmes qui sont nécessaires pour aider les enfants à se sortir de la prostitution.

Programmes

Designation of protective safe houses

11. The Minister may designate any place, building or premises as a protective safe house for the purposes of this Act.

11. Le ministre peut désigner tout lieu, bâtiment ou local comme foyer d'hébergement sûr pour l'application de la présente loi.

Désignation de foyers d'hébergement sûrs

Regulations

12. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- (a) respecting the rules to be followed in a proceeding before the Court under this Act;

- a) traiter des règles à suivre dans les instances que tient le tribunal en vertu de la présente loi;

	(b) respecting the forms, including notices, to be used in any application made to the Court under this Act;	b) traiter des formules, y compris les avis, à employer dans les demandes ou requêtes qui sont présentées au tribunal en vertu de la présente loi;	
	(c) respecting assessment of children in need of protection.	c) traiter de l'évaluation des enfants qui ont besoin de protection.	
Offence	<p>13. Any person who,</p> <p>(a) wilfully causes a child to be a child in need of protection; or</p> <p>(b) obstructs or interferes with or attempts to obstruct or interfere with, a child protection worker or a police officer exercising any power or duty under this Act,</p> <p>is guilty of an offence and liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a period of not more than 24 months, or to both.</p>	<p>13. Est coupable d'une infraction et passible d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de 24 mois, ou d'une seule de ces peines, quiconque :</p> <p>a) soit fait sciemment en sorte qu'un enfant soit un enfant qui a besoin de protection;</p> <p>b) soit gêne ou entrave, ou tente de gêner ou d'entraver, le préposé à la protection de l'enfance ou l'agent de police qui exerce un pouvoir ou une fonction sous le régime de la présente loi.</p>	Infraction
Conflict	14. If a provision in this Act conflicts with a provision of the <i>Child and Family Services Act</i> or of any other Act, the provision in this Act prevails.	14. Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i> .	Incompatibilité
Commencement	15. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	15. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	16. The short title of this Act is the <i>Protection of Children involved in Prostitution Act, 1999</i> .	16. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1999 sur la protection des enfants qui se livrent à la prostitution</i> .	Titre abrégé